



Alain Bihl et Michel Husson, *Thomas Piketty une critique illusoire du capital*, Éditions Syllepse, 2020.

Gilles Ringenbach



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/nrt/7992>

DOI : 10.4000/nrt.7992

ISSN : 2263-8989

Éditeur

Nouvelle revue du travail

Ce document vous est offert par Fondation nationale des sciences politiques
Sciences Po.

Référence électronique

Gilles Ringenbach, « Alain Bihl et Michel Husson, *Thomas Piketty une critique illusoire du capital*, Éditions Syllepse, 2020. », *La nouvelle revue du travail* [En ligne], 18 | 2021, mis en ligne le 01 mai 2021, consulté le 10 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/nrt/7992> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/nrt.7992>

Ce document a été généré automatiquement le 10 mai 2021.



La Nouvelle Revue du Travail est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Alain Bihr et Michel Husson, *Thomas Piketty une critique illusoire du capital*, Éditions Syllepse, 2020.

Gilles Ringenbach

- 1 Thomas Piketty est devenu, ces dernières années, une figure importante dans les sphères de l'économie et de la politique. Son remarquable parcours académique, ses multiples interventions et sa production intellectuelle lui ont assuré une stature de premier plan en France, mais aussi au niveau international. S'opposer à lui n'est pas une mince affaire et pourtant c'est ce défi qu'ont relevé Alain Bihr et Michel Husson, tout en reconnaissant l'ampleur de son travail. En 185 pages, ils s'appuient sur les concepts marxistes pour réfuter, non sans vigueur, des points centraux ayant trait aux analyses et propositions contenues dans les quelques 1 198 pages de l'important ouvrage de T. Piketty : *Capital et idéologie* (Seuil, 2019). À la fin de la table des matières, placée en début du livre, les auteurs précisent utilement que des deux auteurs a écrit chacun des chapitres.

Les principaux points du livre d'A. Bihr et M. Husson

- 2 A. Bihr commence par porter le fer à propos du manque de définition du capital chez T. Piketty. « *Piketty entend en fait par capital toute forme de propriété, toute espèce d'actif (matériel ou immatériel) susceptible de procurer à son détenteur richesse (hauts revenus et gros patrimoine) et pouvoir* » (p. 13). A. Bihr, montre que T. Piketty, en réalité, traite des inégalités et non du capital comme rapport social de classes, ce qui le conduit à écrire : « *Piketty ne rapporte jamais les inégalités sociales aux rapports sociaux structurels, [...] celles constituées par les rapports fondamentaux que sont les rapports sociaux de production ainsi que les rapports sociaux de reproduction* » (p. 18). A. Bihr relève « la méconnaissance » qu'a T. Piketty du capitalisme comme système de production qui permet à une classe sociale de capter la plus grande partie de la richesse à partir de la valeur ajoutée, dont le partage s'effectue au détriment du travail et au profit des détenteurs de capitaux, d'où

l'existence des inégalités socio-économiques, générées essentiellement dans la sphère de production.

- 3 Pourquoi T. Piketty ne comprend-il pas les rapports sociaux de production, les rapports de classes ? A. Bihr fait voir que T. Piketty reste un idéaliste, au sens philosophique du terme, ce qui le « conduit à croire que les idées mènent le monde » (p. 11), alors que l'idéologie, les représentations s'enracinent d'abord dans les rapports sociaux. Et si, comme l'affirme Alain Bihr, dans toute idéologie il existe effectivement un moment apologétique¹, le seul auquel T. Piketty s'en tienne et de façon globalisante, encore faut-il savoir à propos de quoi, par qui et pour qui il émerge. C'est la raison pour laquelle A. Bihr écrit : « pour lui une idéologie vise davantage à justifier l'ordre social en tant que tel, y compris dans sa dimension inégalitaire, dans le but de le conforter, qu'à justifier spécifiquement la position dominante de ceux qui instituent et perpétuent cet ordre inégalitaire parce qu'ils en profitent » (p. 21).
- 4 Il est à noter le coup de griffe porté à l'encontre de T. Piketty qui ignore les analyses de Marx (sous-chapitre « Retour sur le titre », p. 30). Même si A. Bihr écrit ne pas vouloir lui faire « l'injure de supposer qu'il ignore tout de Marx », il reproche sévèrement, non sans ironie, à ce dernier de : « faire croire que l'on est en mesure de dépasser Marx sans se donner la peine de passer par lui. En définitive, faire croire que l'on se situe au-delà de lui alors que l'on est nettement en deçà de lui, sur plusieurs points majeurs » (p. 31). La note infrapaginale n° 15 de cette page va dans le même sens. Aussi A. Bihr conclut-il en pages 31-32, à propos du titre du livre de T. Piketty : « En somme pour un lecteur averti, le titre de l'ouvrage n'est pas seulement trompeur sur la nature de la marchandise qu'il emballe. Il laisse encore immanquablement flotter autour de cette dernière un petit parfum d'escroquerie intellectuelle ».
- 5 A. Bihr montre la vision qu'a T. Piketty du temps long de l'histoire, qui le mène à « enjambrer huit siècles d'histoire européenne » (p. 33). Contestant l'emploi qu'il fait du concept de société trifonctionnelle, concept formulé par Georges Dumézil à propos des seules sociétés indo-européennes², A. Bihr fait état des principales caractéristiques des rapports féodaux de production, desquels va naître le capitalisme, ce qu'ignore T. Piketty. Déjà page 42, A. Bihr critique sévèrement sa « méconnaissance du concept de rapports sociaux de production et la réduction d'une structure sociale à son habillage idéologique ». En page 53, il enfonce le clou : « Une fois de plus, il méconnaît complètement tout le processus pluriséculaire de bouleversement des rapports de production et de propriété qui fait passer les sociétés européennes du féodalisme au capitalisme ». À la suite de cette phrase, A. Bihr revient sur le rôle illusoire de l'idéologie et des changements institutionnels comme seuls vecteurs de transformation sociale. Ainsi, l'on peut certes analyser les évolutions de la protection sociale comme l'effet à court terme de la loi du 22 mai 1946 instituant la généralisation de la Sécurité sociale et le régime général des retraites. Mais pour comprendre des transformations radicales d'une structure sociale sur le temps long, il n'est pas possible de s'en tenir aux seules décisions de politique publique. En atteste la Révolution française qui « n'aura cependant fait que parachever une entreprise entamée et déjà largement réalisée bien avant » (p. 53).
- 6 Au chapitre 3, M. Husson relate un épisode fort intéressant sur les rapports sociaux en Grande-Bretagne – berceau de la révolution industrielle et du capitalisme – et évoque en particulier les lois sur les pauvres et la question irlandaise. Il relève que, là encore, T. Piketty fait l'impasse sur les rapports conflictuels de classe, en passant notamment sous silence l'impact social que provoquèrent les *enclosures*.

- 7 Au chapitre 4, A. Bihr met en relief les impensés de l'ouvrage de T. Piketty : la situation des forces du capital à la veille de la Grande Guerre ; les luttes de factions entre elles ; les conflits entre les impérialismes ; les luttes sociales (révolutions et contre-révolutions) ; les crises économiques survenues dans l'entre-deux-guerres, période qu'A. Bihr considère comme une sorte de « *seconde guerre de Trente Ans* » (p. 76). S'en tenir aux « *révolutions politico-idéologiques* », chères à T. Piketty, ne rend pas compte des raisons qui ont poussé les États libéraux à évoluer vers des États interventionnistes (p. 86). On comprend dès lors pourquoi A. Bihr évoque la « *nébuleuse genèse* », à propos de « *l'État fiscal et social* » de T. Piketty. Jusqu'à la fin de ce chapitre, A. Bihr analyse les facteurs qui, selon lui, ont : tout d'abord favorisé l'arrivée au pouvoir des social-démocraties, l'instauration des politiques fiscales et sociales redistributives ; puis, ceux qui ont marginalisé ces mêmes social-démocraties à la fin du XX^e siècle en raison de la mutation des rapports capitalistes de production. Alors qu'à bien y regarder, écrit encore A. Bihr : « *les forces sociales-démocrates se sont toujours comportées, en dernière instance, en représentantes et défenseuses des intérêts du capital* » (p. 99).
- 8 C'est cette méconnaissance, cette occultation des rapports sociaux de production capitalistes que souligne à nouveau M. Husson chez T. Piketty, lorsqu'il écrit : « *Il est cependant difficile de soutenir que la croissance forte observée durant "les Trente Glorieuses" a été principalement soutenue par la réduction des inégalités. C'est plutôt l'inverse : la forte croissance observée a permis de réduire les inégalités dans un contexte socio-politique qui y était favorable* » (p. 123). Effectivement, au sortir de la guerre, dans une France en ruines, il fallait tout reconstruire, la croissance du PIB était alors dopée par de forts gains de productivité et le contexte politique et social, caractérisé par une classe ouvrière importante, structurée et encadrée par un PCF et une CGT puissants et combatifs, manifestait une intensive lutte des classes. En témoigne, par exemple, la loi de 1946 (évoquée plus haut), élaborée sous l'égide d'Ambroise Croizat, alors ministre communiste du travail. Aussitôt après, en 1947, est instauré le régime de retraite complémentaire des cadres (AGIRC). Pourquoi ? : « *Parce qu'il a été construit par le patronat en réponse au droit au salaire des retraités que les communistes ont commencé à poser en 1946* »³. D'autres mouvements sociaux importants auront lieu dans les années 1950-1970 et connaîtront leur apogée en Mai-68.
- 9 M. Husson met en évidence qu'après cette période, les gains de productivité chutent et donc, le taux de profit. En conséquence : « *le maintien du taux de profit implique une baisse de la part des salaires. En outre, la fraction non investie du profit est venue alimenter de manière croissante les revenus financiers* » (p. 123) – c'est le prélude de ce qui deviendra la financiarisation de l'économie. Par rapport aux analyses de T. Piketty, M. Husson ajoute ainsi en fin de paragraphe : « *Il y a là une différence d'interprétation fondamentale* ».

Ce que le livre d'A. Bihr et M. Husson aurait pu aussi opposer à T. Piketty

- 10 Selon nous, trois points supplémentaires auraient mérité d'être précisés et soulignés.
- 11 1°) Au chapitre 5, M. Husson situe le début de la phase néolibérale au milieu des années 1980 (p. 103). En réalité, selon nous, cette phase débute, en France, sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing (VGE). En effet, ce dernier a été élu en 1974, soit un peu plus de deux ans après la décision de Richard Nixon de mettre fin au système monétaire de

Bretton Woods instauré en 1944⁴, annonçant, le 15 août 1971, la fin de la convertibilité du dollar en or⁵. Cette décision fut suivie, dans les années 1980, de la déréglementation des mouvements de capitaux et, à partir de 1990, de la mondialisation des marchés financiers⁶.

- 12 C'est sous le septennat de VGE et le gouvernement de Raymond Barre qu'est lancée la politique dite de rigueur : rigueur budgétaire, lutte contre l'inflation, limitation de la hausse des salaires, majoration des impôts, flexibilisation du marché du travail avec, par exemple, la création du CDD (1979). Dès ce moment on assiste à la reconstitution d'un bloc bourgeois⁷, bien décidé à casser le compromis de 1944 issu du programme du Conseil National de la Résistance. Cette volonté va consister, entre autres, à remodeler le partage de la valeur ajoutée caractéristique des « Trente glorieuses » (1945-1975), partage que les forces du capital⁸ jugeaient défavorable pour elles. Ce remodelage correspond aussi à la nécessité, pour ces forces, de restaurer un taux de rendement du capital écorné en raison du tassement des gains de productivité – du fait de l'essoufflement du modèle fordiste –, conjugué aux effets des deux chocs pétroliers (1973 et 1979).
- 13 2°) Excepté la parenthèse keynésienne du premier gouvernement Mauroy, lors du 1^{er} septennat de François Mitterrand entre mai 1981 et fin 1982, ce qu'on appelle communément le « tournant de la rigueur » (à partir de mars 1983), va confirmer plus visiblement ce qui était essentiellement en prémisses sous VGE. C'est le moment charnière où la social-démocratie française vire au social-libéralisme. Elle va libéraliser entre autres, le marché des capitaux, favorisant ainsi la possibilité pour le capital de trouver dans l'économie en voie de financiarisation, de nouvelles possibilités de se valoriser. Rappelons au passage que c'est un ministre socialiste de l'économie, des finances et de l'industrie, Pierre Bérégovoy, qui fera voter la loi de 1986, visant à déréglementer les marchés financiers⁹. En France, comme dans la plupart des pays occidentaux, ce sont désormais les marchés financiers qui vont faire office de régulation macroéconomique. Ce mouvement aura pour conséquence, via la privatisation de nombre d'entreprises françaises, le développement d'un capitalisme financier français.
- 14 Il est dommage que cette séquence historique (1974-1983) ne soit pas explicitée, de même que les facteurs qui l'ont favorisée. M. Husson diagnostique à propos de la baisse du taux de profit : « *Les racines de la crise se trouvent donc selon nous dans la sphère de production et dans l'incapacité croissante du capitalisme à dégager des gains de productivité [...]. La financiarisation est un symptôme et non la cause de la perte d'efficacité du capitalisme* » (p. 110). Or, il poursuit : « *Il paraît en tout cas assez raisonnable de penser que le taux de rendement du capital est un résultat du processus de production, et non quelque chose de donné par ailleurs, une sorte de taux de profit garanti, qu'il suffirait d'appliquer au capital* » (p. 111).
- 15 Par-là, M. Husson considère que l'obtention du taux de rendement du capital (taux de profit) reste *endogène* au processus de production. Cela reste juste. Mais si le taux de profit se forme toujours dans la sphère de production, il convient toutefois de considérer l'importance du rôle des actionnaires de contrôle, depuis qu'ils ont pris le pouvoir dans les grands groupes, y compris les groupes de production. On assiste alors à un certain « décentrement » du champ au sein duquel se forme la valeur. Auquel cas, le taux de profit prend un caractère *exogène* au processus de production : c'est au sein de la finance spéculative que se forme la valeur.

- 16 Le capital fictif prend le relai des systèmes productifs pour générer la valeur requise – c'est la fameuse exigence d'un rendement de 15 %¹⁰ – exigence supérieure à ce qui se pratiquait jusqu'alors et de toute façon irréalisable durablement. En découle ce phénomène des valorisations anticipées et tous les produits dérivés qui créent les bulles financières. C'est bien ce qui contribue à étrangler des entreprises, des PME, voire des ETI¹¹, souvent sous-traitantes de ces grands groupes. Elles s'en sortent tout juste avec un taux de rendement de 6 à 8 %, en moyenne. Certaines ont disparu, d'autres ont dû soit délocaliser soit licencier, notamment si elles ont été contraintes d'ouvrir leur capital à des investisseurs mus par un projet de « spéculateur » et non « d'entrepreneur ».
- 17 3°) Les pages 141 à 152 (chapitre 6), abordent le thème du régime de propriété du capital dans la structure de production au sein de laquelle T. Piketty souhaite que les salariés disposent de droits de vote dans les conseils d'administration¹². A. Bihr et M. Husson ne manquent pas de relever le projet très réformiste de T. Piketty face à l'absence de démocratie dans l'entreprise. Ils ont beau jeu de rappeler qu'il ne mentionne nullement le régime des scops au regard de ce qu'il avance dans son livre. Mais que proposent-ils ? Qu'opposent-ils à T. Piketty ? « *transférer la totalité des droits aux représentants des travailleurs* » (p. 152). Dans cette option, les travailleurs obtiennent de fait la majorité, ce qui suppose l'émergence d'un mouvement radical de transformation sociale et politique. Nonobstant, restent les questions : des apports de fonds de financement long, du fonds de roulement – comment et par quels acteurs ou institutions ces derniers sont-ils assurés ? – ; du rôle de la monnaie et des banques ; des parties constituantes de l'entité ; de son existence juridique comme structure productive ; ainsi que la question de l'organisation des pouvoirs notamment si nécessité serait de passer par une phase transitoire de changement de régime de propriété avant que disparaisse totalement celui de l'entreprise capitaliste. Il s'agit bien, là encore, de partir des rapports de production.
- 18 Hormis ces trois points que l'on peut regretter ne pas voir traités par A. Bihr et M. Husson, leur livre est à lire sans conteste. Celles et ceux qui considèrent que l'analyse et les propositions de T. Piketty dans « *Capitalisme et idéologie* » atteignent vite certaines limites et comportent des impensés, apprécieront la précision, la concision de la critique qu'en font les deux auteurs dans leur ouvrage.

NOTES

1. Voir la définition qu'A. Bihr donne de l'idéologie (p. 20).
2. Les trois fonctions que Dumézil propose sont : sacerdotales, guerrières et de production. T. Piketty, au contraire de G. Dumézil, applique ce concept aux sociétés au-delà de l'aire indo-européenne.
3. Bernard Friot dans un entretien donné dans « Basta ! » le 9 janvier 2020. <https://www.bastamag.net/reforme-retraite-systeme-a-point-salaire-a-vie-cheminot-SNCF-EDF-haine-de-classe>.
4. Le Gold Exchange Standard devant assurer la stabilité des taux de change.

5. Cette décision préfigure la libéralisation des marchés des changes.
 6. Voir Bachet Daniel, *Critique de la finance capitaliste*, Vulaines-sur-Seine, Editions du Croquant, 2015.
 7. À partir de 1980, on peut considérer que ce bloc se compose de la droite traditionnelle, de la gauche « moderniste » (PS courant Delors et rocardiens), de l'alliance de la classe moyenne avec la classe supérieure.
 8. Capital industriel (chefs d'entreprises moyennes et patrons des grandes sociétés), capital marchand (grande distribution par exemple) et le capital financier (banques et investisseurs institutionnels).
 9. Déréglementation, désintermédiation, décloisonnement, désinflation.
 10. Le LBO (Leveraged buy-out) ou rachat d'entreprises avec effet de levier, est l'un des moyens utilisés par les investisseurs institutionnels pour obtenir des rendements financiers élevés.
 11. Entreprises de taille intermédiaire : au-delà de 250 salariés.
 12. Voir détails (repris par A. Bihr, du texte de T. Piketty), page 142.
-

AUTEUR

GILLES RINGENBACH

Centre Pierre Naville, Université Paris-Saclay, Université d'Evry-Val-d'Essonne